



Jean-Claude Juncker : « Nous sommes en train de revoir le modèle de gouvernance de la zone euro. »

(Photo : paperJam.TV)

Luxembourg | Par: Jean-Michel Gaudron | Publié le 02.02.2012 15:11

[CRISE DE LA DETTE](#)

Juncker : « L'Europe en sortira renforcée »

En marge de la « matinée d'études » organisée par l'asbl Interlycées ce matin à l'Athénée de Luxembourg, le Premier ministre luxembourgeois et président de l'Eurogroupe, interviewé par paperjam.TV, garde la conviction que la zone euro sortira grandie de la résolution de la crise actuelle, même si cela prendra un certain temps.

Monsieur Juncker, la crise de la dette menace-t-elle la solidité et la stabilité de l'Europe et de la zone euro ?

« L'Europe n'est pas plongée dans une crise qui menacerait son existence. La même remarque s'applique à l'euro. Nous sommes en face d'une crise de la dette publique de certains États membres qui menace, il est vrai, la stabilité financière dans son ensemble.

Il s'agit de lutter contre cette crise de la dette qui a mis l'Europe au centre d'un défi global alors que ses fondamentaux sont en fait meilleurs que ceux des États-Unis, du Japon et d'autres parties du monde.

Dans la mesure où nous progressons, non pas à pas rapides, mais à pas réfléchis, vers une solution globale qui ne se fera pas du jour au lendemain, mais qui s'installera par étape, je ne vois pas la stabilité de la zone financière menacée à terme.

L'accord signé ce lundi concernant la mise en place d'un nouveau pacte budgétaire devant contrôler plus étroitement les finances publiques de tous les États membres est-il une étape décisive dans le processus ?

« C'est une simple étape supplémentaire, mais néanmoins décisive. À travers le traité sur lequel nous nous sommes mis d'accord, nous avons respecté la volonté de la zone euro de mettre un terme à cette spirale qui fait que les déficits budgétaires se creusent d'année en année et que les montagnes de dette publique grimpent vers des cieux où on a du mal à respirer. C'est l'expression de la volonté collective de l'Europe d'entamer une autre politique.

Les difficultés à gérer cette crise au sein de la zone euro ne montrent-elles pas les limites de sa gouvernance ?

« Il est évident que comme la zone euro n'est pas une zone monétaire optimale, notre gouvernance ne l'est pas non plus. Les lenteurs s'accumulent, les convictions changent d'un mois sur l'autre. Notre discours n'est pas clair. Mais nous sommes en train de revoir le modèle de gouvernance de la zone euro et le traité que nous avons conclu le 30 janvier est un pas supplémentaire dans le sens de la clarification.

En tant que président de l'Eurogroupe, ne vous sentez-vous pas parfois impuissant ? Aimeriez-vous pouvoir avoir plus de marge d'action ?

« Je me sens impuissant plus vers l'extérieur que vers l'intérieur. Le vrai problème pour le président de l'Eurogroupe est un problème de communication. On ne peut pas tout dire. Il faut déployer des discours qui doivent toujours avoir la même tonalité mais qui doivent être accentués d'une façon différente selon que l'on s'adresse aux parlements nationaux, aux opinions publiques nationales et européennes ou aux marchés financiers.

Les marchés financiers réagissent avec une immédiateté qui ne permet pas de soumettre à méditation ce que nous avons communiqué. Les parlements nationaux demandent davantage d'informations sur le court et moyen termes et les opinions publiques s'attendent à des solutions rapides. Communiquer en rencontrant ces trois attentes d'une façon conséquente et cohérente relève d'un véritable défi.

La zone euro sortira-t-elle affaiblie ou renforcée de cette crise ?

« Ma conviction forte est que l'Europe sortira renforcée de cette crise parce que nous rendons compte de notre très grande interconnexion. Nos économies nationales sont entrelacées à un point que nous ignorons presque. C'est dû au marché intérieur que nous avons mis en place depuis une vingtaine d'années et à l'aspect européen de la globalisation de l'économie financière et de l'économie réelle. L'idée s'installe doucement mais solidement qu'il nous faut plus d'Europe pour pouvoir juguler ce qui pour l'avenir apparaît devenir de plus en plus pernicieux si nous n'arrivons pas à le maîtriser. »